

La justice n'applique plus la justice, les habitants du quartier vont s'en charger...

écrit par Jean-Paul Saint-Marc | 15 janvier 2021



Des locataires ont installé des caméras et sont parvenus à filmer les cambrioleurs (ici le 9 décembre).

Tel est la logique et le risque auxquels conduit la défaillance de l'institution judiciaire.

La justice est la volonté de se substituer à la loi du talion, qui elle-même était (est) d'éviter la vengeance excessive du peuple !

Et ce n'est pas la police qui est visée par ces parisiens du 17ème arrondissement, mais bien la justice !

Article Le Parisien.

**«S'il le faut, on va aller les taper» :
des Parisiens du XVIIe font la police pour
chasser les délinquants**

Porte de Champerret, au nord-ouest de Paris, un groupe de riverains s'est constitué en collectif pour mettre fin aux agissements d'une bande de voleurs, dans le «respect» de la loi. Mais faut-il craindre un dérapage ?

Ce sont de « simples citoyens », des riverains « excédés par

la petite délinquance qui [leur] pourrait la vie ». Ils interpellent les pouvoirs publics, le bailleur social, la Ville, la police, la justice, « avant de passer à l'acte », telle une milice.

Depuis plusieurs semaines, une quinzaine de Parisiens, majoritairement quadras et quinquas, pères de famille, habitant le square du Tarn, une cité HLM tranquille dépendant du bailleur Paris Habitat située porte de Champerret (XVIIe), se sont constitués en collectif. « On est tous du quartier. On se connaît tous. Dès qu'on voit un danger, on se prévient sur notre groupe WhatsApp *Alerte voisins !* On s'organise et on débarque. »

Ce mercredi matin, l'un d'eux rencontrait Atanase Périfan, élu de l'arrondissement, inquiet de cette montée en puissance et qui s'est saisi du dossier. Le collectif a aussi lancé une campagne d'affichage dans les halls, avec un message d'alerte : « Attention ! Vols et cambriolages ». Certains locataires ont blindé leur porte, d'autres ont collé des caméras pour immortaliser* les voleurs dans la cage d'escalier.

* : Enfin, pas trop, c'est pour que cela cesse !

« Pour l'instant, on est en mode vigilance, insiste Marc (le prénom a été changé). On respecte le droit. Mais on ne va pas se laisser bouffer par un petit groupe de délinquants du quartier. On va aller les taper ! » Et de prévenir : « Si rien ne se passe, on va appliquer notre propre justice. Pour l'instant, on fait des enquêtes. Le groupe grossit. »

Déjà, vendredi dernier, « Alerte voisins » a aidé les policiers de la BAC (brigade anticriminalité) du commissariat du XVIIe à interpellier en flagrant délit le petit gang qui sévit dans les environs, lors d'une « tentative de cambriolage ». « Ils nous ont prévenus », recadre un policier. « Avec un ami, on a bloqué les portes, se souvient l'un des membres. Ils ne pouvaient plus sortir ! » Les trois jeunes, âgés de 15 et 17 ans, qui avaient été filmés plusieurs fois et identifiés,

ont été embarqués menottés par les policiers, sous les invectives des riverains : « Ne revenez jamais ici ! »

Dans le sac à dos des malfrats, les fonctionnaires ont trouvé le kit du parfait cambrioleur, entre pince et tournevis. Mais aussi les carnets de correspondance de ces... collégiens. (Une compétence qui n'est pas évaluée lors tests internationaux ! Sûr que si c'était le cas, nous remonterions de plusieurs places !)

« Ils n'ont pas été déférés devant le parquet. Ils ont été relâchés après 24 heures de garde à vue, regrette une source proche du dossier. Le magistrat a estimé que les faits n'étaient pas caractérisés* alors qu'ils venaient de casser la serrure de la porte d'un appartement et qu'il n'y avait personne d'autre dans la cage d'escalier. »

* : En somme, une débilité magistrale !

« La police est sur le terrain. Elle fait son travail. En revanche, taclent les riverains, la justice ne suit pas. Elle est justement déconnectée du terrain. Et les mineurs, eux, ont un total sentiment d'impunité*. »

* : Ils auraient même tort de se gêner, ils y sont encouragés !

Les vols de poussettes mettent le feu aux poudres.

Ce lundi, un autre appartement du square a été cambriolé. De quoi renforcer la colère des membres de cette « milice », dont l'histoire a commencé bien avant Noël, en novembre dernier, avec des vols de poussette. « Pas n'importe lesquelles, insiste Marc... Des modèles de la marque Yoyo, à 400 euros pièce*. J'ai retrouvé celle de mon fils le lendemain sur le site de vente en ligne Leboncoin. J'étais intrigué par la photo de l'annonce. La poussette trônait sur un parquet en point de Hongrie au milieu d'un beau salon ancien. »

* : faut quand même que l'opération soit rentable (humour) pour cette délinquance ici de milieu aisé !

Marc, avec son ami, a alors piégé le « vendeur ». Ils lui ont donné rendez-vous avant de réaliser « une petite filature » pour identifier l'adresse de son domicile. « C'était seulement deux rues plus loin... » Le vendeur, « un adolescent bon chic bon genre qui habite un bel immeuble haussmannien », a alors restitué la poussette « sans broncher ». Mais le lendemain, celle du voisin de Marc avait disparu du palier à son tour. D'après une source proche du dossier, ce jeune receleur, en mèche avec les cambrioleurs du square du Tarn, était à la tête d'un business de poussettes Yoyo.

Une répétition des faits alors que « le square du Tarn, ce n'est pas Chicago. Loin de là. Cette petite délinquance porte de Champerret est plutôt inhabituelle », assure un policier. Ce que reconnaît Marc : « Justement, on ne veut pas laisser cela s'installer, vivre ce que des riverains de l'Est Parisien vivent. » D'où la création de leur collectif.

Une « milice » qui pourrait faire craindre un possible dérapage. « On n'est pas aux Etats-Unis, on n'est pas armés, rétorque Marc. Il faudrait qu'avec la mairie, la police, le bailleur et la justice, on mutualise nos forces. Il y a une vraie synergie à trouver. »

«La mairie va les aider à monter leur collectif»

Atanase Périfan, élu (LR) du XVIIe, créateur de l'association Voisins solidaires et président de la Fédération européenne des solidarités de proximité, a rencontré le collectif. S'il salue l'esprit d'entraide entre riverains, il appelle aussi à garder la situation sous contrôle.

Comment en est-on arrivé à cette situation ?

Avec la crise sanitaire, on a désormais affaire à une délinquance de proximité. Avant, ces mineurs sévissaient plutôt dans des secteurs touristiques comme les Champs-Élysées. Mais ils sont aussi nos voisins ! Ils habitent à 500 mètres. Et avec le couvre-feu, ils n'hésitent pas à opérer en

plein jour, à la vue de tous*.

** : Au moins le couvre-feu sert à certains, et dire que vous critiquez notre gouv. ... de pieds nickelés ! Vous êtes quand même de mauvaise foi !*

Le bailleur, la Ville, la police et la justice ont-elles été défaillantes ?

La police fait son job. Quand on appelle le commissariat du XVIIe, ils viennent immédiatement même s'il y a des problèmes d'effectifs chez eux. La justice, elle, applique la loi. Et en ce qui concerne les mineurs de moins de 16 ans, elle ne peut pas être très efficace... Quant au bailleur, il a été réactif et travaille sur le sujet. Ce qu'il faut pointer aussi dans ce dossier, c'est la défaillance des familles de ces délinquants. Les institutions et l'Etat ne peuvent pas pallier les carences éducatives*.

** : Si, elles n'ont qu'à s'en donner les moyens, déjà de faire payer les familles d'une façon ou d'une autre !*

Comment peut-on transformer ce collectif de riverains en un mouvement positif ?

Quand j'ai rencontré certains membres du collectif et qu'un des leurs m'a dit, « Le prochain cambrioleur que j'attrape, je l'éclate contre le mur », j'ai eu peur. J'ai senti de la colère et de l'exaspération. Il ne faut pas que ça se transforme en règlement de comptes ou en fait divers.

A la mairie du XVIIe, avec le bailleur, on va les aider à monter leur collectif. Il faut effectivement transformer ce mouvement en quelque chose de positif. D'ailleurs, Marc et les membres de ce collectif créent du lien dans le quartier. Les gens se parlent. En cette période morose de confinement, c'est précieux.

J'ai demandé à Paris Habitat un local pour une Maison des voisins, qui soit un lieu de vie pour eux, où les gens du quartier, de toutes les générations, pourraient se retrouver, se parler, fédérer. C'est notre rôle d'élu de réparer le lien

et de proposer des projets.

La délinquance est ici celle de beaux quartiers, ce qui démontre la permissivité de notre société et l'absence de sanctions dans le milieu éducatif, tant chez les parents déjà fils de bobos que de l'Education nationale.

Une petite souris me dit que celle-ci se fera plus que morigéner si les parents en meurent de honte (j'ai peut-être le tort d'en être aussi sûr).

N'en attendez pas autant pour celle des quartiers dits "populaires" pour surtout ne pas dire immigrés, il ne faut pas désespérer ceux qui font la richesse de la France !